

# Des réactions diverses aux annonces

Les analyses des représentants du monde économique, de l'hôtellerie restauration et des soignants

L'ANALYSE DE DANIEL MARGOT CCI04

## "Faites confiance aux commerçants"



Daniel Margot président de la CCI04. /PHOTO S.D.

C'est dans sa voiture que Daniel Margot, président de la Chambre de commerce et d'industrie des Alpes-de-Haute-Provence, a écouté l'allocution du Président de la République Emmanuel Macron. "La première annonce qu'on espérait, c'était la réouverture des commerces. C'est fait, se réjouit Daniel Margot. C'est une bonne nouvelle alors que la période de Noël approche. Être ouvert avant le 1<sup>er</sup> décembre était très important. Surtout avec le Black Friday qui a été repoussé. Certains

commerçants de centre-ville réalisent 30-40 du chiffre d'affaires annuel sur ce mois." Mais n'est-ce pas trop tard pour sauver l'année? "Qu'importe le protocole sanitaire, il faut rouvrir. Maintenant, on y va, banco! Faites confiance aux commerçants pour s'organiser, accueillir et servir les clients." Ce ne sera pas le cas pour les bars et restaurants. Mais Daniel Margot a noté la nouvelle offre du gouvernement de verser 20% du chiffre d'affaires réalisé en 2019. "Il faut l'analyser, c'est une bonne chose", assure-t-il.

En revanche, Daniel Margot se montre plus inquiet pour la montagne. Les stations de ski ne pourront reprendre leur activité qu'en janvier une fois les fêtes passées. "C'est très mauvais pour nos stations des Alpes du Sud. Elles ont une clientèle régionale et peu étrangère. Sa zone d'attractivité, c'est Paca. On va pouvoir circuler mais pas se rendre à la montagne... Le problème va se poser pour les professionnels mais aussi pour les saisonniers." Et le patron de la CCI04 de conclure en reprenant les mots du président: "Soyons vigilants, maintenons nos efforts durant cette crise sanitaire. C'est un acte citoyen fort." Ivan BONET

L'AVIS DE PATRICK TRAVERSA, Ordre des infirmiers

## "Aujourd'hui, la réa commence à respirer"



Pour l'infirmier, on est encore dans l'urgence. /PHOTO DR

Patrick Traversa se définit comme un "briscard". "Naïvement, il y a de bonnes choses. On ne demande qu'à y croire. On en a besoin car on ne sait plus où on en est. J'espère que ce que je verrai sera utile, efficace et bon pour tout le monde. Car depuis la première vague on s'aperçoit que pas grand-chose n'a été fait. La seconde vague a été de plein fouet pour les hospitaliers. Le principal est de réduire le nombre d'hospitalisations pour que la réanimation ne soit pas asphyxiée comme elle

l'a été. Aujourd'hui, elle commence à respirer. Des choses quand même se mettent en place, notamment le plan hôpital-ville, pour la prise en charge covid. C'est tout nouveau, on a donné notre avis ce mardi, j'attends que l'ARS publie ce plan qu'on attend depuis très longtemps. Les infirmiers sont fatigués à cause de la surcharge de travail, certains sont démotivés de ne pas être reconnus à leur juste valeur, les promesses (ouverture de lits, meilleure rémunération) n'ont pas été tenues. D'autres ont peur de ramener le virus chez eux. Mais la majeure partie ont une conscience professionnelle et vont au charbon. Les vaccins? Beaucoup disent qu'ils ne le feront pas. À tort ou à raison. On voit que c'est la course au vaccin, et derrière, la course aux dollars. Finalement, il n'y a que le vaccin qui peut nous sauver. Le Président ne le rend pas obligatoire, c'est bien, il fait appel à notre responsabilité, ça n'infantilise pas les Français. C'est une façon aussi de restaurer un peu de liberté qu'on nous a enlevée. Ce covid met en évidence nos carences: il y a 30 ans, on disait "La santé n'a pas de prix". Il y a 15 ans, on a ajouté "Oui, mais elle a un coût". Aujourd'hui, on fait face à l'urgence au jour le jour. On n'est pas efficace comme on devrait l'être". Marie-France BAYETTI

L'ANALYSE DE THIERRY SOUËTRE UMIH04

## "Nous avons enfin un calendrier!"



M. Souëtre note que les aides ne sont "pas négligeables". /PHOTO E.C.

Pas de surprise. Une réouverture des restaurants autour de la mi-janvier, Thierry Souëtre s'y attendait. "Cela nous renforce dans notre volonté de manifester ce jeudi à Marseille. Nous formerons un cortège avec les professionnels du secteur, en allant du port jusqu'à l'hôtel de Région", lance le président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih) des Alpes-de-Haute-Provence. "La question d'ouvrir, ou pas, va se poser dans les Alpes du Sud pour de nombreuses stations de sports

d'hiver, prévient celui qui est également vice-président de l'Umih Paca. "Sans restauration, la clientèle ne sera pas au rendez-vous", craint-il.

Le responsable juge en revanche bienvenue l'aide annoncée hier soir par le chef de l'État, qui peut atteindre pour certaines entreprises les 20% du chiffre d'affaires de 2019. "L'aide n'est pas négligeable, et cela traduit une réelle prise de conscience du risque de fermeture massif de nos établissements, détaille-t-il. Surtout dans un milieu rural comme le nôtre, ce soutien va éviter sans nul doute de nombreux dépôts de bilan." Si la saison hivernale, en dehors des stations de ski, "ne traduit pas toujours une forte activité sur notre territoire, les vacances des fêtes de fin d'année restent évidemment toujours importantes, et la fermeture des établissements à cette période représentera un manque-à-gagner important, pointe-t-il. Mais surtout, poursuit Thierry Souëtre, nous avons enfin un calendrier, un horizon. Les professionnels étaient perdus, et ne supportaient plus de naviguer à vue. Nous avons maintenant une fenêtre de tir qui s'ouvre pour prévoir et organiser cette reprise." J.C.M.